

document n° 5

Acte déposé à la  
Préfecture du Cher, le

25 MAI 2010



département du cher

commune de morogues

plan local d'urbanisme

approuvé le 4 mai 2010

annexes sanitaires

atelier francis ouhayoun  
urbaniste - architecte d.p.l.g.

1, rue védeau - 18000 bourges - téléphone 02 48 21 36 30 - télécopie 02 48 69 04 91 - atelier.ouhayoun@wanadoo.fr

## I) - EAU POTABLE

### SOURCES D'APPROVISIONNEMENT

L'alimentation en eau potable de la commune de MOROGUES est assurée par le S.I.A.E.P. Le réseau est alimenté par le S.M.I.R.N.E.

Ce réseau dessert la quasi totalité des habitations de la commune, regroupées ou dispersé sur les écarts. Le village de LA BORNE, quant à lui est alimenté par le réseau communal d'HENRICHEMONT. Seuls deux lieux-dits, les « Vannereaux » et les « Coquillers » ne sont pas raccordés au réseau d'adduction d'eau potable.

Ce dispositif permet une alimentation quantitativement et qualitativement satisfaisante, répondant aux exigences des normes sanitaires en vigueur.

### OUVRAGES D'ART

Deux réservoirs permettent le stockage des eaux :

a) Double réservoir « des Bruyères »

b) Réservoir « des Nadeaux »

Le réseau est également raccordé aux réservoirs de « la Montagne », sur la commune de PARASSY

### RESEAU DE DISTRIBUTION

Il est constitué par des canalisations principales en fonte et des canalisations secondaires en P.V.C.

### EXPLOITATION

L'exploitation du réseau, ainsi que celle du réseau d'HENRICHEMONT est confié à la SAUR.

### MODIFICATIONS ET RENFORCEMENT A APPORTER AU RESEAU

Le réseau de distribution actuel est capable d'assurer correctement la desserte en eau potable de la commune. Toutefois, l'alimentation de certains hameaux en extrémité de réseau, est assurée par des canalisations de faible dimension, qui pourraient s'avérer insuffisantes, ou en extrême limite de capacité, pour l'alimentation de constructions nouvelles.

Le renforcement de ces hameaux en terme de construction pourrait donc être conditionné par des renforcements ponctuels des extrémités de réseaux. Le règlement du PLU permet de conditionner l'obtention des permis de construire à la réalisation de ces renforcements.

## II) - ASSAINISSEMENT EAUX USEES

Il n'existe pas actuellement de réseau d'eaux usées dans la commune de MOROGUES.

Le Schéma Directeur d'Assainissement approuvé le 3 septembre 2002, a retenu le principe d'un assainissement collectif pour le village de MOROGUES et pour celui de LA BORNE et d'un l'assainissement autonome pour les nombreux hameaux et sur les écarts isolés. La commune dispose, par le biais de la Communauté de Communes des Hautes Terres en Berry, d'une convention avec le Service de la Qualité de l'Eau afin d'assurer le contrôle de conception, d'implantation et de bonne exécution des dispositifs d'assainissement autonomes pour la création d'installations neuves.

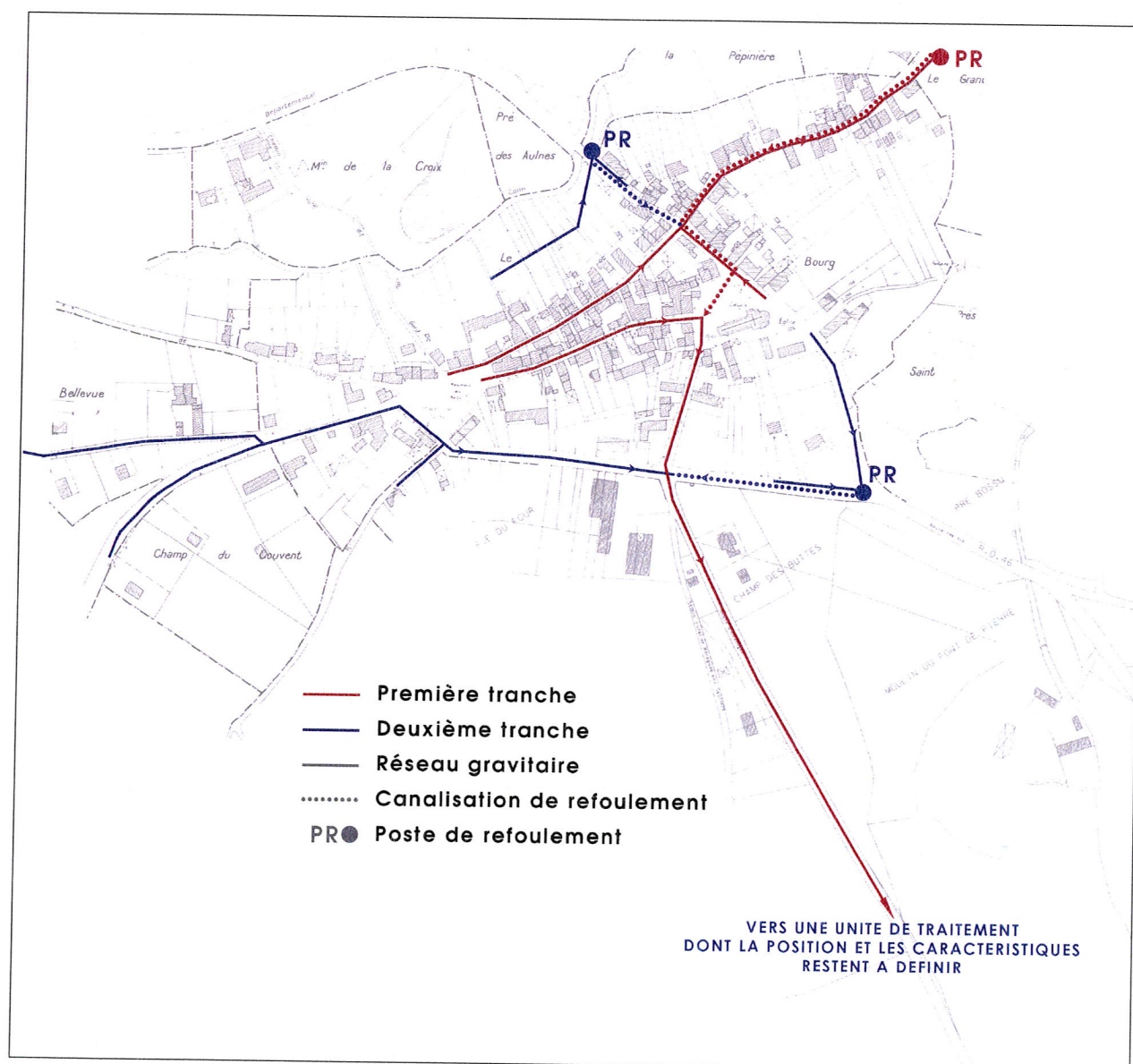
Dans le village, où les dispositifs d'assainissement existants laissent particulièrement à désirer, les zones à traiter en assainissement collectif concerneraient 120 habitations. Elles sont principalement situées dans le bourg, sur plusieurs bassins versants, ce qui implique la mise en place de postes de refoulement.

Outre la réalisation d'un collecteur, l'assainissement de la commune nécessite la création d'un système de traitement. Compte tenu du volume d'effluents à traiter et du caractère rural du site, il s'agirait d'un lagunage d'une capacité de 350 équivalents/habitants (120 habitations à 2,5 équivalents/habitants soit 300 EQH, avec une marge complémentaire de 50 EQH pour d'éventuels rejets des viticulteurs et extensions futures).

Les études préalables ont permis d'identifier le secteur sur lequel pourrait se situer ce lagunage, en aval du village, à proximité du ruisseau du Colin. Cependant, le PLU ne mentionne pas d'emplacement réservé à cette fin, en raison d'une incompatibilité notoire avec le classement du Colin dans le « Site d'importance communautaire NATURA 2000 », défini comme un milieu très sensible, qui pourrait être gravement perturbé par les travaux d'aménagement et par les rejets d'effluents traités.

Des études complémentaires devront être engagées afin de déterminer dans quelles conditions, non préjudiciables au milieu naturel sensible, le village de MOROGUES pourrait résoudre ses problèmes d'assainissement collectif.

## LE PROJET D'ASSAINISSEMENT DE MOROGUES

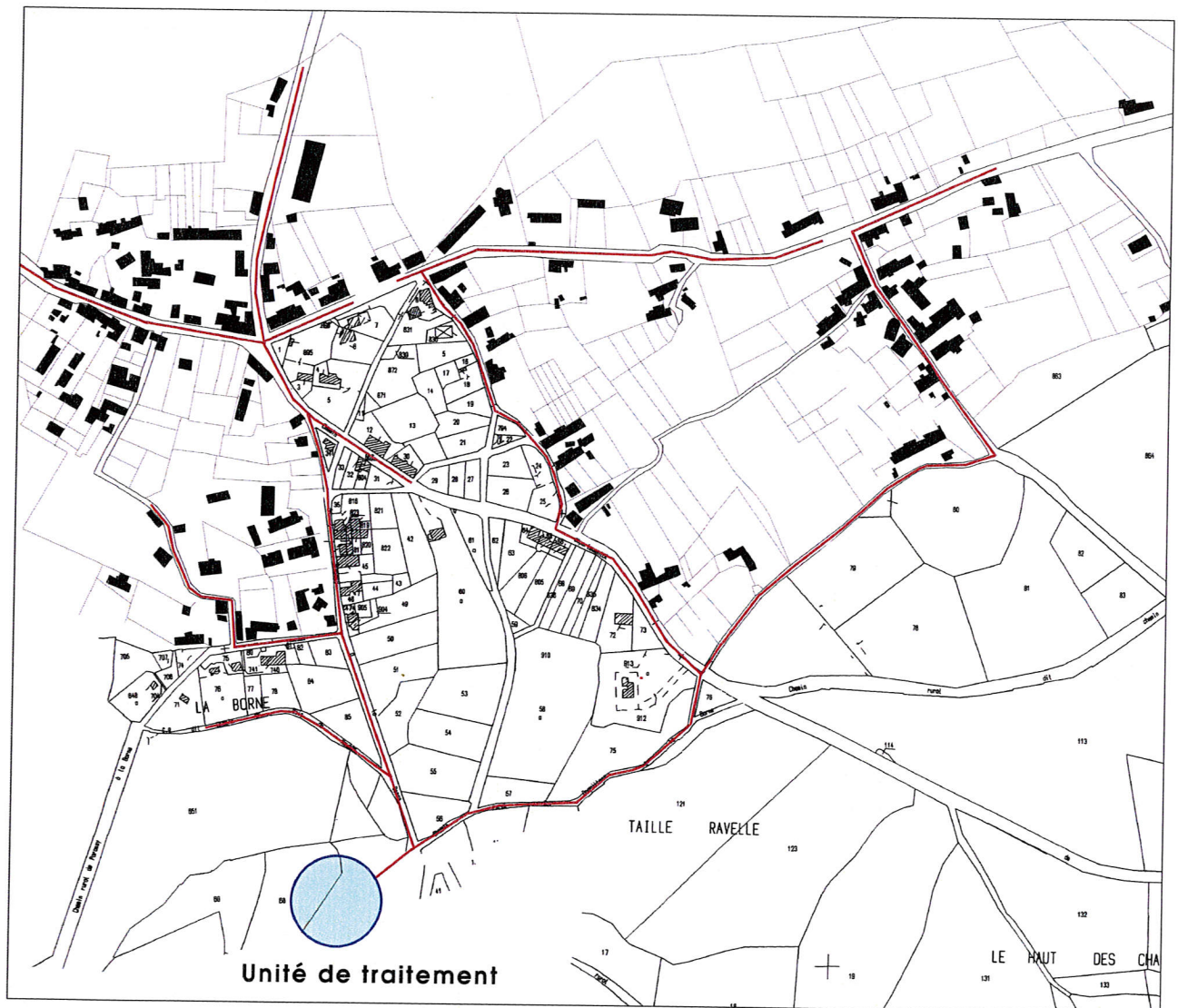




Le schéma Directeur d'Assainissement de MOROGUES évoque également la réalisation d'un réseau d'assainissement collectif sur le village de LA BORNE et d'une unité de traitement des effluents. Ce projet ne peut avoir de réalité que dans une maîtrise intercommunale dans laquelle la commune d'HENRICHEMONT, géographiquement et démographiquement très majoritaire, aurait à jouer un rôle majeur.

L'échéance très incertaine de cette réalisation n'a pas paru justifier de la création d'un emplacement réservé au PLU.

### LE PROJET D'ASSAINISSEMENT DE LA BORNE



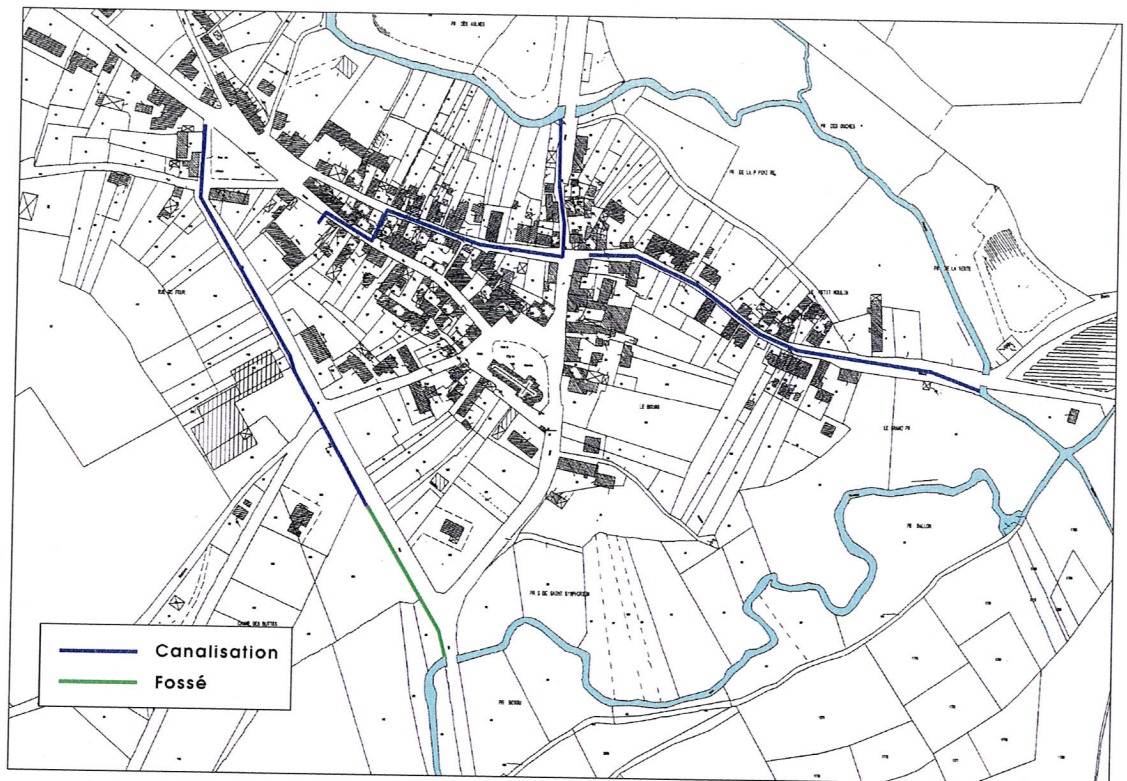
### III) - ASSAINISSEMENT EAUX PLUVIALES

Le réseau de collecte des eaux pluviales du village de MOROGUES est extrêmement limité, plus souvent à ciel ouvert par caniveaux ou fossés que par canalisations souterraines. Celles-ci assurent le cheminement des eaux vers les ruisseaux sur 3 rues principales :

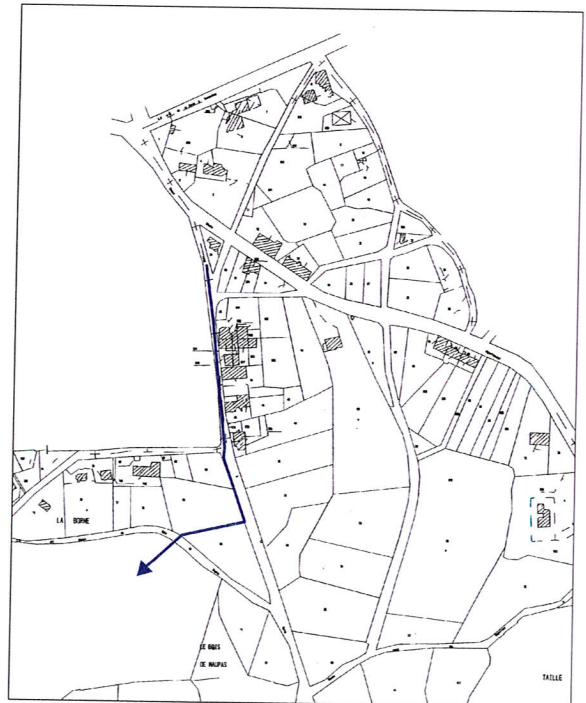
- le Petite Rue,
- La rue du Four,
- La route de Sancerre.

Le réseau d'eaux pluviales du village de LA BORNE est plus limité encore, ne concernant qu'un très faible parcours sur une voie formant la limite de commune. Ce réseau appartient d'ailleurs à la commune d'Henrichemont, bien que l'exutoire soit situé sur le territoire de MOROGUES, dans un contrebas boisé.

### LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES DE MOROGUES



### LE RESEAU D'EAUX PLUVIALES DE LA BORNE



## IV) COLLECTE DES ORDURES MENAGERES

La collecte des ordures ménagères est de ressort de la Communauté de Communes des Hautes Terres en Berry. Elle est assurée par la société ONYX, laquelle effectue un ramassage hebdomadaire les vendredi, sur la totalité de la commune.

Ce ramassage n'est pas sélectif.

Par ailleurs, la commune dispose de 2 points d'apport volontaire pour le ramassage du verre et des corps creux.



La Communauté de Communes étudie actuellement l'hypothèse de création d'une déchetterie.

## **V) PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES**

La commune de MOROGUES est concernée par le Plan de Prévention relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols, prescrit par l'arrêté ci-dessous.

### **PREFECTURE DU CHER**

Bourges, le 20 décembre 2005

#### **ARRETE n° 2005.1.1604**

relatif à la prescription d'un  
**PLAN DE PREVENTION DES RISQUES NATURELS PREVISIBLES**  
 relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse  
 et à la réhydratation des sols  
 sur les communes de :

ACHERES, ALLOGNY, ALLOUIS, ASSIGNY, AUBIGNY SUR NERE, BANNAY, BARLIEU, BELLEVILLE SUR LOIRE, BERRY BOUY, BLANCAFORT, BOULLERET, CONGRESSAULT, CONTRES, CREZANCY EN SANCERRE, DAMPIERRE EN CROT, DAMPIERRE EN GRAÇAY, DUN SUR AURON, GENOUILLY, GRAÇAY, HENRICHEMONT, HUMBLIGNY, IVOY LE PRE, JARS, LA CHAPELLE D'ANGILLON, LA CHAPELOTTE, LE NOYER, LERE, MARMAGNE, MASSAY, MENETOU RATEL, MENETOU SALON, MENETREOL SOUS SANCERRE, MEREAU, MERY ES BOIS, MERY SUR CHER, MORNAY SUR ALLIER, **MOROGUES**, NEUILLY EN SANCERRE, NEUVY DEUX CLOCHERS, NEUVY SUR BARANGEON, NOHANT EN GRAÇAY, OIZON, PARASSY, PARNAY, PLOU, QUANTILLY, SAINT ELOY DE GY, SAINT LAURENT, SAINT MARTIN D'AUXIGNY, SAINT OTRILLE, SAINT PALAIS, SAINT SATUR, SAINTE GEMME EN SANCERROIS, SANCERRE, SANTRANGES, SAVIGNY EN SANCERRE, SENS BEAUJEU, SAINT GEORGES SUR LA PREE, SAINT GERMAIN DES BOIS, SAINT HILAIRE DE COURT, SUBLIGNY, SURY ES BOIS, SURY PRES LERE, TRAUVENAY, THENIOUX, THOU, VAILLY SUR SAULDRE, VIERZON, VIGNOUX SUR BARANGEON, VILLEGON, VINON et VOUZERON.

Modifiant l'arrêté n° 2005-1-790 du 11 juillet 2005 relatif à la prescription d'un plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols.

La Préfète du Cher,  
 Chevalier de la Légion d'Honneur,  
 Officier dans l'Ordre National du Mérite,

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L 562-1 à L 562-4,

**VU** la loi n° 82-600 du 13 juillet 1982 modifiée, relative à la mise en place d'un dispositif faisant appel à la solidarité nationale et aux compagnies d'assurance,

**VU** la loi n° 2004-811 du 13 août 2004 portant modernisation de la Sécurité Civile,

**VU** la loi n° 95-101 du 2 février 1995, modifiée par l'ordonnance n°2000-914 du 18 septembre 2000 relative à la partie législative du code de l'environnement,

**VU** le décret n° 95-1089 du 5 octobre 1995 relatif à l'élaboration des plans de prévention des risques naturels prévisibles,

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2005-1-790, en date du 11 juillet 2005, relatif à la prescription d'un plan de prévention contre les risques naturels prévisibles,

**VU** la circulaire NOR/INTE du 24 novembre 2000 relative aux arrêtés du 5 septembre 2000 renforçant le lien entre l'indemnisation des dommages résultant des catastrophes naturelles et les mesures de prévention des risques,

**CONSIDERANT** la nécessité de déterminer les terrains sur lesquels l'occupation ou l'utilisation des sols doit être réglementée du fait de leur exposition aux risques de mouvements de terrain différentiels consécutifs à la sécheresse et à la réhydratation des sols,

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général,

#### ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté n° 2005-1-790 est modifié comme suit : les communes concernées par le plan de prévention des risques sont : ACHERES, ALLOGNY, ALLOUIS, ASSIGNY, AUBIGNYSUR-NERE, BANNAY, BARLIEU, BELLEVILLE-SUR-LOIRE, BERRY-BOUY, BLANCAFORT, BOULLERET, CONCRESSAULT, CONTRES, CREZANCY-EN SANCERRE, DAMPIERRE EN CROT, DAMPIERRE EN GRAÇAY, DUN-SUR-AURON, GENOUILLY, GRAÇAY, HENRICHEMONT, HUMBLIGNY, IVOY LE PRE, JARS, LA CHAPELLE D'ANGILLON, LA CHAPELOTTE, LE NOYER, LERE, MARMAGNE, MASSAY, MENETOU RATEL, MENETOU SALON, MENETREOL-SOUS-SANCERRE, MEREAU, MERY ES BOIS, MERY-SUR-CHER, MORNAY SUR ALLIER, **MOROGUES**, NEUILLY-EN-SANCERRE, NEUVY-DEUX-CLOCHERS, NEUVYSUR-BARANGEON, NOHANT-EN-GRAÇAY, OIZON, PARASSY, PARNAY, PLOU, QUANTILLY, SAINT ELOY DE GY, SAINT-LAURENT, SAINT-MARTIN-DAUXIGNY, SAINTOUTRILLE, SAINT-PALAIS, SAINT-SATUR, SAINTE-GEMME-EN-SANCERROIS, SANCERRE, SANTRANGES, SAVIGNY-EN-SANCERRE, SENS BEAUJEU, SAINT-GEORGESSUR LA PREE, SAINT-GERMAIN DES BOIS, SAINT-HILAIRE DE COURT, SUBLIGNY, SURY ES BOIS, SURY PRES LERE, TRAUVENAY, THENIOUX, THOU, VAILLY-SURSAULDRE, VIERZON, VIGNOUX-SUR-BARANGEON, VILLEGONON, VINON et VOUZERON.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 3 : Des copies du présent arrêté seront adressées :

- aux maires des communes énumérées à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté,
- au directeur départemental de l'équipement.

Article 4 : Le présent arrêté sera tenu à la disposition du public

- dans les mairies concernées,
- dans les bureaux de la préfecture du Cher,
- dans les bureaux des sous-préfectures de Vierzon et de Saint-Amand-Montrond.

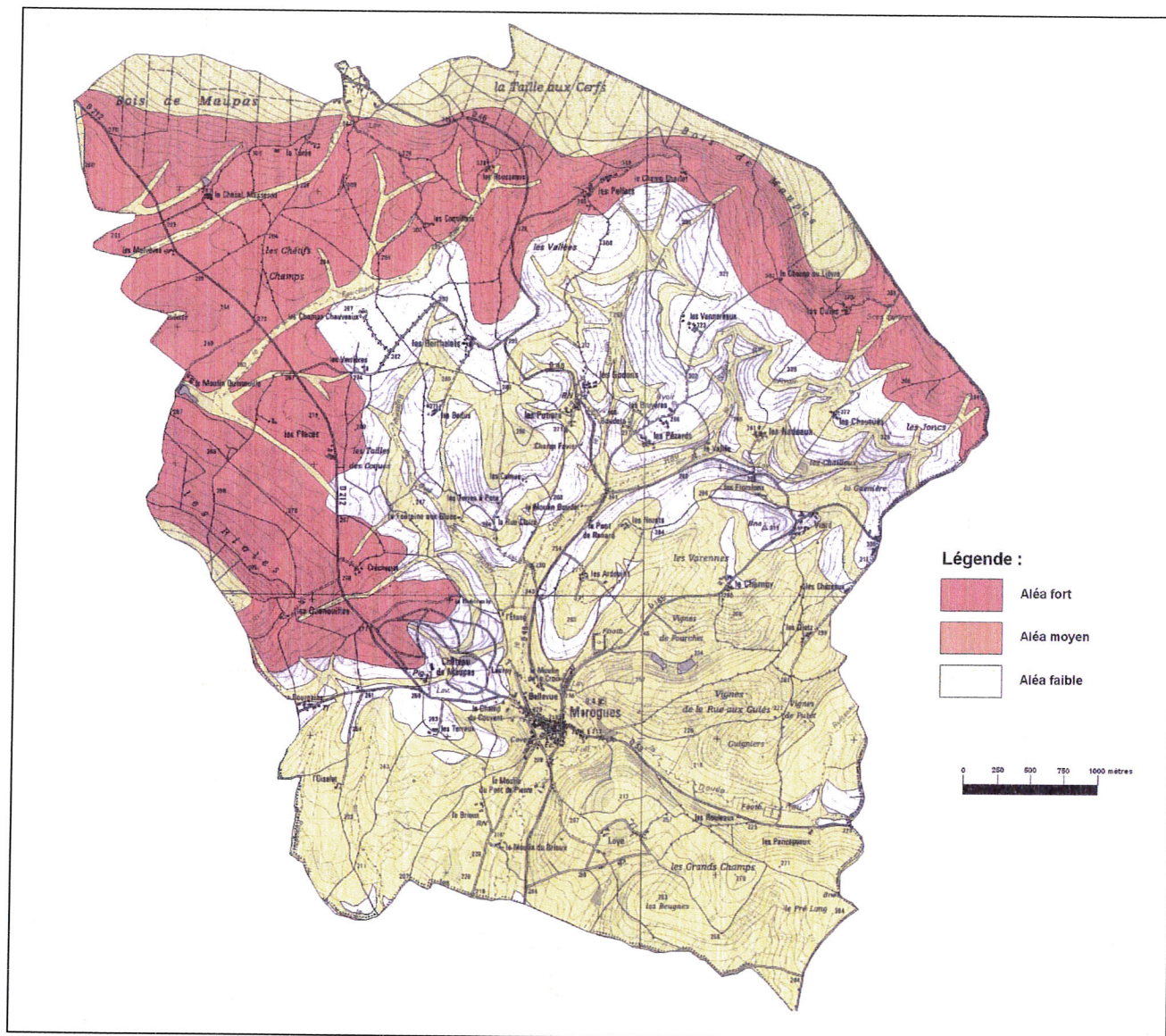
Article 5 : M. le secrétaire général de la Préfecture du Cher, MM. les sous-préfets de Saint-Amand-Montrond et de Vierzon, Mesdames et Messieurs les maires des communes de ACHERES, ALLOGNY, ALLOUIS, ASSIGNY, AUBIGNY SUR NERE, BANNAY, BARLIEU, BELLEVILLE SUR LOIRE, BERRY BOUY, BLANCAFORT, BOULLERET, CONCRESSAULT, CONTRES, CREZANCY EN SANCERRE, DAMPIERRE EN CROT, DAMPIERRE EN GRAÇAY, DUN SUR AURON, GENOUILLY, GRAÇAY, HENRICHEMONT, HUMBLIGNY, IVOY LE PRE, JARS, LA CHAPELLE D'ANGILLON, LA CHAPELOTTE, LE NOYER, LERE, MARMAGNE, MASSAY, MENETOU RATEL, MENETOU SALON, MENETREOL SOUS SANCERRE, MEREAU, MERY ES BOIS, MERY SUR CHER, MORNAY SUR ALLIER, **MOROGUES**, NEUILLY EN SANCERRE, NEUVY DEUX CLOCHERS, NEUVY SUR BARANGEON, NOHANT EN GRAÇAY, OIZON, PARASSY, PARNAY, PLOU, QUANTILLY, SAINT ELOY DE GY, SAINT LAURENT, SAINT MARTIN D'AUXIGNY, SAINT OUTRILLE, SAINT PALAIS, SAINT SATUR, SAINTE GEMME EN SANCERROIS, SANCERRE, SANTRANGES, SAVIGNY EN SANCERRE, SENS BEAUJEU, SAINT GEORGES SUR LA PREE, SAINT GERMAIN DES BOIS, SAINT HILAIRE DE COURT, SUBLIGNY, SURY ES BOIS, SURY PRES LERE, TRAUVENAY, THENIOUX, THOU, VAILLY SUR SAULDRE, VIERZON, VIGNOUX SUR BARANGEON, VILLEGONON, VINON, VOUZERON ainsi que M. le directeur départemental de l'équipement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

La préfète,

*Voir plan page 7 suivante.*



## CARTE DES ALEAS RETRAIT-GONFLEMENT DES ARGILES





## VI) ZONES A RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Ainsi que l'ensemble du département du Cher, la commune de MOROGUES est concernée par le plan des zones à risque d'exposition au plomb, objet de l'arrêté préfectoral ci-dessous.

### RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ministère de l'emploi, du travail et de la cohésion sociale  
Ministère des solidarités, de la santé et de la famille  
Ministère de la parité et de l'égalité professionnelle

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
Service Santé Environnement

ARRÊTE N° 2005.1.330 du 6 avril 2005  
Portant définition des zones à risques d'exposition au plomb

La Préfète du Cher,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'ordre national du Mérite,

**Vu** le Code de la Santé Publique et notamment ses articles L. 1334-1 à L. 1334-6 et R. 1334-9 à R. 1334-13,

**Vu** le Code pénal notamment les articles 223-1 et 121-3,

**Vu** la loi n° 98-657 du 29 juillet 1998 d'orientation relative à la lutte contre les exclusions et plus particulièrement son article 123,

**Vu** l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 fixant le modèle de la note d'information à joindre à un état des risques d'accessibilité au plomb révélant la présence de revêtements contenant du plomb pris pour l'application de l'article R. 1334-13 du Code de la Santé Publique,

**Vu** la circulaire DGSNS3 n° 99/533 UHC/QC/18 n° 99.58 du 30 août 1999 relative à la mise en oeuvre et au financement des mesures d'urgence sur le saturnisme,

**Vu** la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334.5 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions,

**Vu** la circulaire DGS n° 309 du 3 mai 2002 définissant les orientations du ministère chargé de la santé et les actions à mettre en oeuvre par les DDASS, DRASS et SCHS dans le domaine de la lutte contre l'intoxication par le plomb pour l'année 2002,

**Vu** l'avis du Conseil Municipal des communes ayant répondu suite à la consultation du 22 octobre 2004,

**Vu** l'avis favorable du Conseil Départemental d'Hygiène du 8 février 2005,

**Considérant** que le plomb est un toxique dangereux pour la santé publique, et notamment pour celle des jeunes enfants,

**Considérant** que l'emploi des peintures ou de revêtements contenant du plomb a été largement utilisé dans le bâtiment jusqu'en 1948,

**Considérant**, dès lors, que tout immeuble construit avant 1948 présente un risque potentiel d'exposition au plomb pour les occupants,

**Considérant** que l'ensemble des communes du département comporte des immeubles construits avant 1948 en nombre conséquent,

**Considérant** la nécessité pour l'administration d'avoir les coordonnées du vendeur et de l'acquéreur afin de mettre en place les mesures d'urgence pour lutter contre le saturnisme infantile,

Sur proposition du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,

ARRÊTE :

Article 1<sup>er</sup>

L'ensemble du département du Cher est classé zone à risque d'exposition au plomb au sens de l'article L. 1334-5 du code de la santé publique.

Article 2 :

Un état des risques d'accessibilité au plomb est annexé à toute promesse unilatérale de vente ou d'achat, à tout contrat réalisant ou constatant la vente d'un immeuble affecté en tout ou partie à l'habitation, construit avant le 1<sup>er</sup> janvier 1948. Cet état doit avoir été établi depuis moins d'un an à la date de la promesse de vente ou d'achat ou de contrat susvisé.

Article 3 :

L'état des risques d'accessibilité au plomb est réalisé conformément au guide méthodologique DGS/DGUHC pour la réalisation de l'état des risques d'accessibilité au plomb de la circulaire DGS/SD7C/2001/27 et UHC/QC/1 2001-1 du 16 janvier 2001 relative aux états d'accessibilité au plomb réalisés en application de l'article L.1334.5 de la loi d'orientation relative à la lutte contre les exclusions, circulaire publiée au BO 20015. Cette circulaire est disponible sur le site Internet du ministère chargé de la santé à l'adresse [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr) et auprès des DDASS, des DDE et des préfectures. Un plan coté précisant l'usage de chaque pièce est annexé à l'état des risques d'accessibilité au plomb.

Article 4 :

Aucune clause d'exonération de la garantie des vices cachés ne peut être stipulée par le vendeur ou son mandataire à raison des vices constitués par l'accessibilité au plomb si l'état des risques n'est pas annexé aux actes susvisés.

Article 5:

Cet état est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L.111-25 du Code de la Construction et de l'Habitation ou par un technicien de la construction qualifié ayant contracté une assurance professionnelle pour ce type de mission. Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclusives de toute activité d'entretien ou de réparation de cet immeuble.

Article 6 :

Lorsque l'état des risques révèle la présence de revêtements contenant du plomb, il lui est annexé une note d'information à destination du propriétaire lui indiquant les risques de tels revêtements pour les occupants et les personnes éventuellement amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Cette note doit être conforme au modèle délivré par l'arrêté ministériel du 12 juillet 1999 susvisé.

Article 7:

L'état des risques révélant la présence de plomb visé à l'article précédent, incluant la note d'information, est communiqué par le propriétaire aux occupants de l'immeuble (ou de la partie d'immeuble concerné) ainsi qu'à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans cet immeuble (ou partie d'immeuble). En outre, cet état est tenu par le propriétaire à disposition des agents ou services mentionnés aux articles L.1312-1 et L.14221 du Code de la Santé Publique ainsi que, le cas échéant, aux inspecteurs du travail et aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale.

Article 8 :

Lorsque l'état des risques annexé à l'acte authentique qui réalise ou constate la vente révèle une accessibilité au plomb (présence de revêtements dégradés contenant du plomb à une concentration supérieure au seuil réglementaire), le vendeur ou son mandataire en transmet une copie complète au Préfet après la vente, dans les meilleurs délais, en précisant simultanément à cet envoi les coordonnées complètes du propriétaire vendeur et de l'acquéreur.



## Article 9 :

Toute personne qui dérogerait aux principes visés par le présent arrêté s'expose à des sanctions et, le cas échéant, à des sanctions pénales au titre de mise en danger de la vie d'autrui.

## Article 10 :

Un recours contentieux contre le présent arrêté peut être formé devant le Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

## Article 11 :

Le présent arrêté sera affiché dans les mairies pendant un mois du 1<sup>er</sup> juin 2005 au 30 juin 2005. Mention du présent arrêté sera insérée dans deux journaux paraissant dans le département du Cher. Une copie sera adressée au conseil supérieur du notariat, à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près des tribunaux de grande instance dans le ressort desquels est située la zone à risque.

## Article 12 :

Le présent arrêté entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2005.

## Article 13 :

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Cher, Messieurs les Sous-préfets, Monsieur le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement et les Maires des communes du département du Cher sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Cher

La Préfète,  
Pour la Préfète et par délégation,  
Le Secrétaire Général,

